

État du Maine Cour supérieure Cour du district Registre pénal unifié **Jugement et détention**

N° de dossier	Comté/Lieu	<input type="checkbox"/> Masculin <input type="checkbox"/> Féminin	Date :	Date de naissance :
État du Maine c. Nom du défendeur				Résidence
Accusé(e) de la ou des infractions suivantes :			Accusé(e) suite à :	
			<input type="checkbox"/> une mise en accusation <input type="checkbox"/> une dénonciation <input type="checkbox"/> une plainte	
Plaidoyer(s) : <input type="checkbox"/> Coupable <input type="checkbox"/> Non contestation <input type="checkbox"/> Non coupable		Date de la ou des infraction(s) : _____		
Accusé(e) de la des infractions suivantes :			Accusé(e) suite à :	
			<input type="checkbox"/> une reconnaissance de culpabilité <input type="checkbox"/> un verdict rendu par un jury <input type="checkbox"/> un verdict rendu par la cour	
Le défendeur est reconnu coupable des infractions susmentionnées et est condamné(e).				
<input type="checkbox"/> Il est décidé que le défendeur soit par les présentes confié au shérif du comté nommé aux présentes ou son représentant autorisé qui, sans délai inutile, remettra le défendeur :				
<input type="checkbox"/> sous la garde du commissaire du département des services correctionnels, dans l'établissement désigné par celui-ci, pour y servir une peine d'emprisonnement d'une durée de _____				
<input type="checkbox"/> dans une prison du comté pour y servir une peine d'emprisonnement d'une durée de _____				
<input type="checkbox"/> Cette peine sera servie (consécutivement à) (simultanément à) _____				
<input type="checkbox"/> Sursis d'exécution le ou avant le : _____ à _____ (matin) (après-midi).				
Avis au défendeur : votre peine ne comprend aucune garantie quant au lieu de l'établissement où vous serez incarcéré(e).				
<input type="checkbox"/> Il est ordonné que l'intégralité de la peine (exception faite de) _____ (en ce qui concerne la détention) (en ce qui concerne le/la _____) soit suspendue et que le défendeur bénéficie d'une période de mise en liberté conditionnelle <input type="checkbox"/> de probation <input type="checkbox"/>				
<input type="checkbox"/> d'une mise en liberté administrative pour une période de _____ (ans) (mois) en vertu des conditions jointes aux présentes et adoptées par renvoi aux présentes. <input type="checkbox"/> ladite mise en liberté conditionnelle ou supervisée commence (_____) (une fois la peine d'emprisonnement sans sursis purgée). <input type="checkbox"/> Ladite mise en liberté administrative commence immédiatement.				
<input type="checkbox"/> Le défendeur purgera la partie initiale de la peine susmentionnée dans la prison du comté.				
<input type="checkbox"/> Il est ordonné au défendeur de s'acquitter d'une amende d'un montant de _____ USD et de régler cette somme auprès du greffé du tribunal, à laquelle s'ajoutent les frais supplémentaires et impositions qui s'appliquent. <input type="checkbox"/> L'ensemble de la somme, exception faite de _____ USD, est suspendue. Le montant total est dû, y compris les frais supplémentaires et impositions d'un montant de _____ USD. Cette somme est payable immédiatement ou conformément à l'ordonnance relative au règlement des amendes incorporée par renvoi aux présentes.				

(VERSO)

Il est ordonné au défendeur de s'acquitter et de payer la somme de _____ USD comme dédommagement au bénéfice de _____ (17-A M.R.S. §1152-2-A). Le dédommagement est conjoint et solidaire, conformément à 17-A M.R.S. §1326-E. Le dédommagement sera réglé par l'intermédiaire du bureau du procureur, exception faite durant toute période d'incarcération et/ou durant toute période de mise en liberté conditionnelle imposée par cette peine, le dédommagement sera alors versé auprès du département des services correctionnels. Une ordonnance séparée de retenue sur salaire a été enregistrée, conformément à 17-A M.R.S. §1326-B et adoptée par renvoi aux présentes. Sursis d'exécution/de paiement, montant total dû avant le _____ Paiements échelonnés d'un montant de _____ USD à verser (une fois par semaine) (deux fois par mois) (une fois par mois) ou émission d'un mandat. Dédommagement à payer auprès du département des services correctionnels selon un calendrier qui sera déterminé par le département des services correctionnels.

Il est ordonné, conformément aux lois applicables, que le permis de conduire d'un véhicule motorisé du défendeur, son droit de conduire un véhicule motorisé et son droit de déposer une demande et obtenir un permis de conduire et/ou son droit d'enregistrer un véhicule motorisé soit suspendu conformément à l'avis de suspension incorporé aux présentes.

Il est ordonné au défendeur d'accomplir _____ heures de service d'intérêt général approuvé par la cour dans les _____ (semaines) (mois) au bénéfice de _____.

Il est ordonné au défendeur de payer _____ USD au trésorier du comté susmentionné pour chaque journée passée dans la prison du comté (jusqu'à 80 USD/jour). (17-A M.R.S. §1341) Sursis d'exécution/de paiement, montant total dû avant le _____ ou émission d'un mandat.

Il est ordonné au défendeur de participer à des programmes d'éducation, d'évaluation et de traitement liés à l'alcool et autres drogues, à l'intention d'un groupe de contrevenants, administrés par le bureau de lutte contre les abus d'alcool et drogues. (29 M.R.S. §1312-B (2)(D-1), 29-A M.R.S. §2411 (5)(F))

Il est ordonné au défendeur de remettre à l'État du Maine l'arme à feu utilisée lors de la commission de la ou des infractions susmentionnées. (17-A M.R.S. §1158-A)

Il est interdit au défendeur de détenir, posséder ou d'avoir sous son contrôle une arme à feu. (15 M.R.S. §393)

Autre : _____

Il est ordonné que le défendeur soit libéré sans condition. (17-A M.R.S. §1201)

Si le défendeur a été condamné pour une infraction applicable indiquée à 25 M.R.S. §1574, il doit alors se soumettre à un prélèvement d'ADN à tout moment à compter du début de toute période d'incarcération ou à tout moment à compter du début de la période de mise en liberté conditionnelle, comme exigé par l'agent de probation.

AVERTISSEMENT : LA DÉTENTION, LA POSSESSION OU LE CONTRÔLE PAR LE DÉFENDEUR D'UNE ARME À FEU CONSTITUE UNE VIOLATION DE LA LOI DE L'ÉTAT DU MAINE, ET PEUT CONSTITUER UNE VIOLATION DE LA LOI FÉDÉRALE, SI UNE TELLE INTERDICTION EST INSCRITE AU PRÉSENT JUGEMENT OU À TOUTE AUTRE ORDONNANCE D'UN TRIBUNAL OU SI LA POSSESSION D'UNE ARME À FEU EST INTERDITE PAR LA LOI. Il est par ailleurs ordonné que le greffier remette au shérif du comté susmentionné ou à son représentant autorisé une copie certifiée du présent jugement d'incarcération et que cette copie serve d'ordonnance d'incarcération du défendeur. Les raisons justifiant l'imposition de peines consécutives sont indiquées dans les dossiers de la cour ou dans les annexes ci-jointes. Toutes les requêtes en cours, autres que celles liées au paiement des frais et de la caution sont par les présentes déclarées sans portée pratique (exception faite de _____).

COPIE CERTIFIÉE CONFORME : _____

Greffier

Juge/Magistrat

Je comprends la peine imposée aux présentes et accuse réception d'un exemplaire du présent JUGEMENT ET INCARCÉRATION.

Je reconnais par les présentes que la divulgation de mon numéro de sécurité sociale sur le formulaire de divulgation du numéro de sécurité sociale est obligatoire, conformément à 36 M.R.S. § 5276-A. Mon numéro de sécurité sociale sera utilisé pour faciliter le recouvrement de toute amende imposée à mon encontre dans le cadre de la présente affaire si cette amende reste impayée au moment du versement d'un remboursement d'impôt sur le revenu par l'État du Maine. Mon numéro de sécurité sociale pourra aussi être utilisé pour faciliter le recouvrement de toute somme que je dois à l'État du Maine au titre des honoraires de l'avocat chargé de mon affaire. Le recouvrement de toute amende ou de tout remboursement dû à l'État du Maine sera effectué en recoupant le remboursement d'impôt sur le revenu que me doit l'État du Maine.

Divulgation du numéro de sécurité sociale requis sur formulaire à part

Date : _____

Défendeur : _____

Adresse : _____
